



Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie ¹

***Les Juifs algériens dans la lutte anticoloniale : trajectoires dissidentes,
1934-1965 / Pierre-Jean Le Foll-Luciani
éd. Presses universitaires de Rennes, 2015
cote : 60.370***

Plus de soixante ans après les « évènements » d'Algérie, cette période de l'histoire vue tant par les Français que par les Algériens demeure sujette à des interprétations manichéennes et partisans. Si les ouvrages sur les israélites d'Algérie sont légion, extrêmement rares sont ceux qui relatent le parcours de ces Français (depuis le Décret Crémieux), qui ont pris fait et cause, parfois les armes à la main contre leur mère patrie.

Le mérite de la thèse de Pierre-Jean Le Foll-Luciani est d'ouvrir ce nouveau champ de recherche, en utilisant à la fois des sources documentaires classiques et toute une série d'entretiens avec un grand nombre d'acteurs issus de la communauté juive d'Algérie.

Dans une première partie, l'auteur analyse les rapports des juifs d'Algérie à la question coloniale, en relevant trois faits marquants, à savoir : les émeutes anti juives du 5 août 1934 à Constantine, les mesures discriminatoires du régime de Vichy et la naissance de l'Etat d'Israël.

La première période, celle des années 1930 pose immanquablement la question des relations de la communauté israélite avec les musulmans dans la lutte anticoloniale et celle de l'antifascisme. La surreprésentation des juifs tant au Parti communiste qu'à la SFIO vers 1936 est bien notée dans les rapports de la Sureté : « (Les) sentiments (des indigènes) sont de par leur religion nettement anti-communistes, et ils le seront toujours, car ils savent que le parti communiste est dirigé par des israélites, considérés par eux comme leurs ennemis séculaires ».

Toutefois, la période d'idéalisme engendrée par le Front populaire a incontestablement contribué à un rapprochement entre les intellectuels juifs et musulmans, qui aboutira à des tentatives d'actions communes pour protester contre les lois sur les juifs de 1940 à 1943. C'est ainsi que naquit le thème bien réel ou fantasmé de la « collusion judéo-arabe » ; chacune des deux parties pensant utiliser l'autre à son avantage. En 1943, la Sureté publia un rapport sur « l'action juive » dont « l'objectif serait la constitution d'un 'dominion algérien', d'où l'influence des Européens serait autant que possible éliminée et qui serait dirigé par un gouvernement bicéphale judéo-musulman ».



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une œuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

La persistance d'un « monde de contact » entre les deux communautés indigènes se vérifiera d'ailleurs lors des émeutes de Sétif du 8 mai 1945, qui épargnèrent les juifs du massacre perpétré contre les Européens.

Mais cette alliance objective commencera à se fissurer avec la question palestinienne et la communauté juive elle-même se scinda en deux camps. « Si la politique le place (le PCA) en porte-à-faux par rapport aux nationalistes en 1947-1948, il est aussi le concurrent le plus sérieux du sionisme en milieu juif : tous les deux proposent des réponses attractives à la « question juive » pour une partie de la jeunesse politisée qui ne se satisfait plus, après Vichy, du projet dit d' « assimilation ».

La période qui va suivre (1954-1962) se caractérisera par une grande confusion dans les relations entre juifs et musulmans favorables à l'indépendance. Des événements comme celui des 12 et 13 mai 1956 qui vit des « ratonades » perpétrées pas des juifs entraînent des actions violentes en représailles. Mais la direction du FLN, ne souhaitant pas s'aliéner cette partie de la population juive, certes minoritaire, mais active et influente ira même jusqu'à demander à Henri Curiel, Juif égyptien, à la tête des réseaux de soutien aux rebelles en France, d'entrer en relation avec des Israéliens favorables à l'indépendance de l'Algérie. C'est ainsi qu'il fonda avec 17 Israéliens un Comité israélien pour une Algérie libre, avec des anciens du groupe Stern afin que des experts en sabotages forment des moudjahidines dans des camps d'entraînement en Tunisie et au Maroc.

La radicalisation de la situation à partir de 1959, fera dire aux représentants de la communauté juive qu'ils étaient « pris comme dans un étau » entre les pressions du FLN et les menaces des ultras, ce qui conduisit la majeure partie de la communauté à une certaine neutralité en même temps qu'à un certain attentisme. A partir d'avril 1961, cette attitude n'est plus de mise et des juifs sont progressivement gagnés par l'OAS, surtout à Oran.

La seconde partie de l'étude, consacrée à « Une jeunesse juive en Algérie française (entre deux guerres- 1954) » est vue à travers les témoignages de 45 israélites anticolonialistes. Les francités, judéités et algérianités illustrent bien la difficulté pour un israélite de se situer sans équivoque par rapport à une appartenance. Les sentiments évoqués par les personnes interrogées semblent mélangés et ont évolué au fil du déroulement des événements. La période de Vichy est très souvent mise en avant pour justifier les choix pro indépendantistes de cette partie de la communauté, allant même jusqu'à la caricature de la population européenne globalement qualifiée d'antisémite et même de fasciste.

La troisième partie : « Inventer des algérianités en guerre et en pays libéré (1954-1965) » montre comment « ces militants (ont été conduits) à redéfinir de gré ou de force leur position dans la société coloniale et dans le mouvement national ». Les actions de ces militants, majoritairement communistes iront de la lutte politique, comme à l'Université d'Alger, ou dans la presse « libérale » à des engagements plus concrets, comme la désertion de l'armée française, l'entrée en clandestinité, le soutien aux réseaux FLN en Algérie, en France et à l'étranger, la fabrication d'explosifs et même parfois l'engagement physique dans les maquis aux côtés de l'ALN.



Académie des sciences d'outre-mer

Mis au ban de la société française d'Algérie, non seulement d'origine européenne, mais également juive, ils purent néanmoins compter sur les « solidarités familiales et communautaires » qui leur permirent d'atténuer leur isolement.

L'exode massif d'Algérie vers la France toucha proportionnellement plus d'israélites que d'Européens et leur nombre passa à 3000 fin 1965 et seulement 1000 en 1971 (il est vrai après la 'guerre des six jours'). Les déconvenues de cette partie de la population israélite qui s'était identifiée à la cause de l'indépendance finissent par convaincre la majorité d'entre eux que leur place n'était plus en Algérie... mais en France. En effet, la quasi-totalité des militants interrogés par l'auteur ont choisi de vivre dans une France démocratique et plutôt conservatrice, alors qu'ils s'étaient battus pour leur idéal communiste et indépendantiste.

Mais l'histoire n'est pas à une contradiction près ; cette triste fin de parcours de militants engagés dans une cause qui ne leur attira pas la reconnaissance des Algériens, et suscita l'animosité, est c'est un euphémisme, de la part de leurs compatriotes, en est un exemple de plus.

Marc Aicardi de Saint-Paul